

A mon avis, la politique étrangère du Canada met un fait en lumière. Le Canada a mis sur pied un service diplomatique auquel nos citoyens peuvent être fiers d'appartenir. Comme résultat, nos affaires extérieures sont dirigées par des fonctionnaires de carrière bien préparés, des hommes et des femmes, honnêtes, astucieux et respectés, qui maintiennent bien haut le prestige du Canada dans le monde. Je pense qu'il est temps de renseigner la population du Canada sur le travail quotidien de ces hommes et de ces femmes. Je pense qu'il faudrait entre autres choses renseigner les Canadiens sur l'important travail de notre service diplomatique au sein des Nations Unies.

M. Donald M. Fleming (Eglinton): Monsieur l'Orateur, à mon avis, la Chambre attendait avec un vif intérêt le débat d'aujourd'hui. Cet intérêt résultait, en grande partie, je pense, de la déclaration au sujet de la Chine, que les journaux ont attribuée au premier ministre (M. St-Laurent) durant son voyage autour du monde. Quant aux déclarations qu'ont formulées à la Chambre cet après-midi le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et le premier ministre, il n'est pas injuste de dire, je crois, que la façon dont le premier ministre a rejeté l'interprétation qu'on avait donnée à la déclaration qu'il a faite en Extrême-Orient enlève beaucoup d'intérêt à la présente discussion. Quant à la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, nous avons eu l'impression qu'une bonne partie visait Washington.

Je dois dire que j'ai été fort surpris et peiné de constater que le premier ministre, qui a maintenant parlé deux fois à la Chambre de son voyage autour du monde, s'étendant à plusieurs importantes nations du Commonwealth, n'ait pas dit un seul mot du rôle capital et bienfaisant que joue aujourd'hui le Commonwealth dans la lutte pour la paix mondiale. Il n'en a pas soufflé un seul mot. Je dois dire que j'en ai été renversé.

Vers quel but le Canada dirige-t-il sa politique extérieure? Il va sans dire, monsieur l'Orateur, que si nous devons répondre par un seul mot, ce serait le mot "paix". Notre objectif est d'assurer la paix dans le monde, dans ce monde qui, cette semaine même, a appris l'explosion d'une bombe à hydrogène six cents fois plus puissante que la bombe qui a tué 60,000 personnes à Hiroshima en 1945. Par conséquent, en cherchant à réaliser la paix, nous devons tenir compte de la réalité. Le premier ministre a formulé en ces derniers temps en divers endroits, trois déclarations qu'il importe, à

mon avis, de signaler à la Chambre. Le 29 août 1952, voici ce qu'il a déclaré à Midland:

... Chaque fois qu'il y a une grande guerre, nous ne pouvons l'éviter. Nous y sommes inévitablement mêlés. Par conséquent, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour maintenir la paix dans le monde.

Puis, on nous a mandé de Rome qu'il y avait formulé, le 13 février, la déclaration suivante:

Si nous souhaitons réellement la paix, il nous faut être prêts à faire la guerre pour la protéger.

Au cours de la même tournée, il aurait prononcé, le 11 février à Soest, en Allemagne, les paroles suivantes:

"Aucun agresseur éventuel ne doit juger qu'il est sain de déclencher une guerre", a dit le premier ministre dans une brève allocution. "Durant ma vie, il y a eu trop de guerres. Nous avons appris que le seul moyen d'éviter la guerre, c'est d'être prêts à la faire."

Ce sont, certes, des déclarations énergiques qu'a formulées le premier ministre, monsieur l'Orateur, mais je dirai qu'interprétées, puis appliquées d'une façon logique et raisonnée, elles ne manquent pas de sens pratique.

Je voudrais, ce soir, parler de quatre sujets. D'abord, de nos rapports avec les États-Unis; ensuite de certains aspects que présentent nos relations extérieures en ce qui concerne l'Europe, puis l'Asie; et enfin, brièvement des échanges commerciaux.

Nos relations avec les États-Unis sont de première importance. A ce propos, je désire m'arrêter à trois points en particulier. Tout d'abord, nous voulons, je crois, faire savoir très clairement à nos cousins américains et au reste du monde,—il est tout aussi important que le reste du monde le sache que nos cousins américains,—que c'est ici même, au parlement, qu'est établie la politique étrangère du Canada. Pendant de longues années, le monde n'a pas compris, par exemple, que la politique étrangère du Canada émanait non pas de Londres mais d'ici. Il semble que le danger soit maintenant que le monde, ou du moins certains pays, s'imaginent que notre politique étrangère émane de Washington. Il nous faut faire preuve de la plus grande fermeté à ce sujet et nous devons informer les États-Unis et les autres pays, fermement et clairement, que si l'on songe à engager d'avance le Canada à l'égard de certaines mesures qui nécessitent un appui collectif auquel participerait notre pays, il faudra d'abord consulter le Canada, lequel sera libre de prendre sa propre décision.

Le deuxième point porte sur le rôle que semble assumer le Canada, celui d'interprète des États-Unis dans les parties du monde où les États-Unis et la politique américaine ne sont pas très bien compris. De fait, le premier ministre, dans une partie au moins de